

## La régulation de la finance : une question citoyenne !

Le capitalisme a évolué au fil de l'histoire: depuis une vingtaine d'années, nous parlons de capitalisme financier, reposant sur le concept fondamental de "shareholder value", avec la surcréation de valeur pour l'actionnaire qui donne toujours plus de pouvoir aux financiers. Les LBO mis en œuvre par les fonds d'investissement illustrent parfaitement ces évolutions avec un renforcement de la pression financière sur les entreprises.

Dans un processus de déréglementation générale de nos systèmes politiques et financiers, les marchés financiers se livrent à une concurrence effrénée au niveau de la planète, et dont la plupart d'entre-nous mesurent mal encore les conséquences dramatiques et probablement irréversibles.

Ainsi, nos démocraties sont désormais uniquement jugées à l'aune de leurs capacités de rendement financier pour les actionnaires, les sociétés de gestion, les banques, les fonds d'investissement. L'Etat s'est totalement désengagé de sa fonction centrale au service des citoyens, privilégiant la doctrine libérale capitaliste au détriment des valeurs fondamentales de l'humanisme et de la satisfaction des besoins sociaux de la population.

Ce capitalisme "sauvage" conduit irrémédiablement à la destruction de nos équilibres écologiques, sociaux, économiques et politiques, à la fragilisation de nos systèmes de production et de notre démocratie, à la disparition de l'ensemble des outils historiques essentiels à la poursuite du progrès économique et social dans notre pays (éducation, santé, retraite, etc.)

Et pour ceux qui en doutaient encore, la crise financière actuelle démontre qu'il existe une potentialité croissante d'amorçage de crises financières majeures en tout point du globe, et que les régimes politiques libéraux, intimement liés aux marchés qu'ils contribuent à déréguler, sont dans l'incapacité d'y faire face sans dégâts pour l'économie réelle.

Des critiques commencent pourtant à s'élever contre cette prise de pouvoir de financiers et alertent des dangers de ce nouveau capitalisme ; plusieurs ouvrages ont été publiés ces dernières années, avec des titres évocateurs comme « le capitalisme est en train de s'auto-détruire » ou encore « ils vont tuer le Capitalisme », dont les auteurs Patrick Artus, économiste de Natixis , et Claude Bébéar, l'un des plus grands patrons français, ne peuvent être soupçonnés d'anti-libéralisme.

Certains responsables politiques ont tenu des discours tout aussi forts, mais dont l'application concrète nous éloigne malheureusement chaque jour un peu plus de solutions justes et pérennes.

Dans les entreprises, si des syndicalistes réagissent déjà à cette rupture, ils ne sont pas les seuls. Des patrons et des cadres dirigeants commencent à prendre conscience du risque phénoménal engendré par ce nouveau capitalisme, eux-mêmes piégés par ces mécaniques financières

Ainsi , les convergences d'intérêts entre étudiants, salariés, dirigeants et cadres, retraités, citoyens mais aussi associations, syndicats, collectivités territoriales, entreprises tous en but aux politiques gouvernementales, apparaissent chaque jour un peu plus évidentes.

Aujourd'hui, les conditions d'un débat public sont donc réunies : la prise de conscience est bien réelle, et des alternatives existent, à l'instar des pistes développées par le Collectif LBO.

Garantir pour les entreprises un accès égalitaire au crédit productif sans aliéner les entrepreneurs au pouvoir d'actionnaires ou de créanciers spéculatifs, renforcer les droits d'intervention des salariés dans les institutions représentatives du personnel, imposer la transparence des montages financiers, n'implique pas le blocage de la vie économique, bien au contraire !

Nicolas Sarkozy ne peut se contenter de tenir un discours critique, appelant à « moraliser le capitalisme financier » lors de ses vœux pour 2008, alors que l'ensemble de la politique menée depuis son élection n'a conduit qu'à renforcer le pouvoir des financiers et affaiblir celui des citoyens. Il est intolérable de continuer de prendre en otage la majorité de nos concitoyens, toutes tendances politiques confondues, en leur imposant sans même les consulter, un traité européen qui institutionnaliserait un système ultra-libéral fondé exclusivement sur la détention et le rendement du capital.

L'application des principes républicains et démocratiques doit prévaloir en cette période charnière de notre histoire, à moins de vouloir courir le risque de rompre définitivement le pacte républicain, hérité de la seconde guerre mondiale, et déjà particulièrement affaibli. Mais peut-être est-ce à ce prix que nous pourrions espérer un renouveau de notre démocratie ?

A quelques jours de l'audition de notre Collectif ([www.collectif-lbo.org](http://www.collectif-lbo.org)) par la commission des finances de l'assemblée nationale, qui va commencer à examiner, avec plusieurs mois de retard sur ses principaux voisins européens la place et le rôle des fonds d'investissement dans l'économie, le débat fondamental sur la régulation de la finance, empêché durant la campagne électorale de 2007, doit avoir lieu ici et maintenant.

Nous appelons tous ceux qui n'ont pas baissé les bras à nous apporter leur soutien ([infos@collectif-lbo.org](mailto:infos@collectif-lbo.org)), car Il est urgent que les citoyens, s'emparent de ces questions, afin de parvenir à peser sur l'organisation d'une régulation rapide et contraignante, conduisant les responsables politiques et les élus de la nation à légiférer. Le renforcement de notre démocratie et en particulier sa composante sociale, constitue en effet la meilleure solution pour relever les principaux défis actuels, tant nationaux : augmentation du pouvoir d'achat, réduction des inégalités sociales, développement de l'emploi, qu'internationaux : eau, énergie, guerres, nourriture.

**Le Collectif LBO**  
**29/01/2008**